

# CHINE - AMÉRIQUE LATINE : ENJEUX CONFLICTUELS D'UNE RELATION

FRÉDÉRIC THOMAS \*

*L'histoire s'accélère. Alors que l'expression « Chinafrique » est entrée dans le langage courant, l'accroissement exponentiel des relations entre la Chine et le continent latino-américain, ces dernières années, renforce les interrogations sur la place et le rôle de la stratégie chinoise dans le monde. Nous aimerions poser la question ici, en termes de modèles de développement, et à partir d'une lecture endogène à l'Amérique du Sud.*

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et donnent le vertige. En quelques années, la Chine a acquis une position stratégique et privilégiée en Amérique latine. Ainsi, la part des importations argentines en provenance de la Chine a pratiquement triplé (de 4,6 à 12,4 %) tandis qu'elle a sextuplé pour le Brésil (de 2,2 % à 12,5 %) <sup>1</sup>. Le géant asiatique représente le premier marché de destination des exportations brésiliennes et chiliennes, le deuxième pour le Pérou, Cuba et Costa Rica. De manière globale, « entre 2001 et 2009, les importations chinoises en provenance de l'Amérique latine passent de 6,7 à 64,4 milliards de dollars, et les exportations chinoises vers la région, de 8,2 à 57,1 milliards de dollars » <sup>2</sup>. Après l'Asie, le continent latino-américain est le deuxième

---

\* DOCTEUR EN SCIENCE POLITIQUE, CHARGÉ D'ÉTUDE AU CENTRE TRICONTINENTAL (CETRI, LOUVAIN-LA-NEUVE), [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

<sup>1</sup> Christophe Ventura, Chine-Amérique latine : au cœur des déséquilibres du nouveau commerce Sud-Sud, <http://www.cetri.be/spip.php?article2666&lang=fr>.

<sup>2</sup> Armand Colin, « La Chine et l'Amérique latine : le grand chambardement ? », Revue *Tiers-monde*, 2011/4, n° 208, p 67.

plus important en termes d'investissements chinois : en onze ans (de 2000 à 2011), ils ont été multipliés par vingt-quatre <sup>3</sup>.

Dès 2014-2015, la Chine pourrait supplanter l'Union européenne (UE) en devenant le deuxième partenaire commercial de la région. Cette reconfiguration participe bien sûr d'une intensification des relations économiques Sud-Sud et de la montée en puissance des pays émergents, en général, et de la Chine, en particulier. La part du commerce Sud-Sud dans le commerce mondial est ainsi passée de 6 %, en 1985, à 24 %, en 2010, du fait essentiellement du continent asiatique, mené par la Chine <sup>4</sup>. De fait, la demande chinoise de matières premières pour assurer sa forte croissance a littéralement explosé. « Entre 2000 et 2007, la Chine a plus que doublé sa part de la demande mondiale d'aluminium, de cuivre et de zinc, triplé celle de plomb et quadruplé celle de nickel » <sup>5</sup>. De même, l'Empire du Milieu a commencé à importer du soja dans la seconde moitié des années 1990 pour vite se transformer en premier acheteur mondial. Cette nouvelle donne a entraîné le gouvernement de Pékin à adopter une double stratégie d'accès assuré aux ressources naturelles et de recherche de nouveaux débouchés pour ses exportations. L'Amérique latine est au cœur de cette stratégie.

Cette situation inédite reproduit, toutes proportions gardées, les réflexes, peurs – envers le « péril jaune » – et appréciations antagonistes (entre opportunités à saisir et nouveaux défis à relever) qu'a suscitées la percée de la Chine en Afrique. Cependant, le débat tend trop souvent à se cantonner à un niveau macroéconomique et/ou diplomatique, qui ne rend pas suffisamment compte des enjeux fondamentaux. Les questions de balance commerciale, de croissance, de la différence des taux de change (avec la sous-évaluation du yuan chinois), de concurrence, de « partenariat stratégique » Sud-Sud ou d'éviction des États-Unis et de l'Europe

---

<sup>3</sup> Ava Saiz, « América Latina, el nuevo campo de batalla económico entre China y EE UU », *El País*, 30 mars 2013. [http://internacional.elpais.com/internacional/2013/03/30/actualidad/1364601531\\_428554.html](http://internacional.elpais.com/internacional/2013/03/30/actualidad/1364601531_428554.html)

<sup>4</sup> CEPAL, « Panorama de l'insertion internationale de l'Amérique latine et de la Caraïbe 2010-2011 », p. 14. [http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/9/44349/La\\_region\\_en\\_la\\_decada\\_de\\_las\\_economias\\_emergentes\\_Lanzamiento.pdf](http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/9/44349/La_region_en_la_decada_de_las_economias_emergentes_Lanzamiento.pdf)

<sup>5</sup> Vision africaine des mines (2009), *Les ressources minérales et le développement de l'Afrique. Rapport du Groupe d'études international sur les régimes miniers de l'Afrique*, [www.africaminingvision.org](http://www.africaminingvision.org)

du marché latino-américain – la place que prend la Chine sur le continent se faisant largement à leurs dépens –, pour importantes qu'elles soient, passent à côté de l'essentiel. Il s'agit de s'interroger sur ce qui se met en place, sur ce qui tend à prendre la forme d'un modèle économique dominant.

L'erreur consisterait à présenter l'intervention chinoise comme une distorsion politique d'un marché, par nature neutre et apolitique. Les règles du marché doivent plutôt être comprises comme le prolongement de la politique par d'autres moyens. Derrière les chiffres ou au creux des courbes de croissance, il y a des hommes et des femmes, des conflits et acteurs divers, des projets et des choix de société en jeu. En ce sens, la relation Chine-Amérique latine met en évidence certains des contours et ressorts de la globalisation, et la priorité accordée à un type de développement. Nous tenterons d'éclairer ces diverses dimensions en les réinscrivant dans les débats qui agitent les mouvements sociaux latino-américains.

### **Un nouvel impérialisme ?**

Il convient tout d'abord de réaliser que l'interrogation n'est ni gratuite, ni innocente, et ne renvoie pas une réponse uniquement académique ou scientifique. Elle suppose, au contraire, un positionnement aussi de type politique, soit une interprétation de la « liberté » du marché, de l'histoire, de la démocratie, etc. Il faut ensuite se défaire de présuppositions et d'oppositions toutes faites. Que le monde soit plus multipolaire aujourd'hui ne signifie pas qu'il soit plus égalitaire. De même, n'y a-t-il pas à « choisir » entre l'impérialisme chinois ou l'impérialisme américain, par exemple ; comme si l'existence de l'un présupposait automatiquement l'absence de l'autre ou en relativiserait son impact. Enfin, il faut rappeler cette évidence que si l'impérialisme est un rapport social, cristallisé historiquement autour de quelques pays du Nord (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Belgique, etc.), il ne rend pas impossible la reproduction de sa logique, autrement et à d'autres échelles. Ainsi, la position de la Chine, au Sud ; son statut (discuté) de pays en développement ; sa prétention (litigieuse) tiers-mondiste et son gouvernement (officiellement) communiste imposent de recontextualiser le débat, mais ne constituent pas une garantie naturelle contre toute relation de type néocoloniale.

Si la question revient avec insistance à propos de la Chine en Amérique latine, ce n'est pas seulement ni même principalement

en raison de l'asymétrie des forces, mais en fonction du schéma d'échanges économiques. De quoi s'agit-il ? D'une double asymétrie en fait. D'une part, alors que l'Amérique latine « ne représente que 9,4 % des exportations chinoises et 6,5 % de ses importations, en revanche, la Chine est devenue en 2009, la première destination des exportations brésiliennes et chiliennes, la deuxième de l'Argentine, du Pérou et du Vénézuéla. La Chine est aussi le deuxième fournisseur du Brésil, du Chili, du Pérou, du Mexique et de la Colombie, le troisième de l'Argentine, du Vénézuéla et de l'Uruguay »<sup>6</sup>. D'autre part, alors que les matières premières et les produits agricoles de base des pays latino-américains constituent l'essentiel de leurs exportations – en 2008, les exportations à destination de la Chine étaient composées à plus de 32 % de produits agricoles et à près de 60 % de combustibles et minerais (voir tableau 1) –, la Chine leur exporte des produits manufacturés (textile, papier, automobiles, produits électroniques et technologiques, etc.).

**Tableau 1 : Exportations par secteur de l'Amérique latine vers la Chine (2008)**

	<b>Participation de chaque secteur au total des exportations d'Amérique latine vers la Chine</b>	<b>Participation d'Amérique latine dans le total des importations chinoises par secteur</b>
<b>Produits agricoles</b>	32,20%	25 %
<b>Combustibles et minerais</b>	59,10 %	13 %
<b>Produits manufacturés</b>	8,70 %	0,80 %

Source : OMC

À ce stade, deux remarques générales peuvent être faites concernant la dépendance envers la Chine. Si cette dépendance est étroitement liée à l'économie chinoise – au point qu'un accroissement de 10 % du PIB du pays asiatique se traduit par une augmentation de 25 % des exportations d'Amérique latine à ce

<sup>6</sup> Jean Sanuk, L'avènement d'un monde multipolaire : le pôle chinois, [http://www.cadtm.org/IMG/pdf/Jean\\_Sanuk\\_La\\_monTEE\\_en\\_puissance\\_de\\_la\\_Chine.pdf](http://www.cadtm.org/IMG/pdf/Jean_Sanuk_La_monTEE_en_puissance_de_la_Chine.pdf)

pays<sup>7</sup> –, elle est surtout tributaire d'un échange inégal. En outre, il convient de noter que cette structure des échanges est similaire aux relations sino-africaines puisque « les exportations africaines sont composées à 70 % de pétrole et à 15 % de minerais, tandis que la Chine exporte vers l'Afrique pour 90 % de produits manufacturés »<sup>8</sup>.

Cette relation inédite entre le géant chinois et le continent latino-américain fait l'objet d'une longue analyse de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations unies (Cepal) dans son document de mars 2012, *China y America Latina y el Caribe : Hacia una relación económica y comercial estratégica*. La Chine y est perçue comme un « facteur clef de l'actuel processus de "reprimarisation" du secteur exportateur d'Amérique latine et des Caraïbes »<sup>9</sup>. La part des matières premières dans les exportations du continent est ainsi passée de 27 % au début des années 80 à 40 % en 2009. L'expansion des échanges avec la Chine n'a donc pas été l'occasion de diversifier, de transformer, d'innover et d'augmenter la valeur ajoutée de ses exportations. Les spécialistes s'accordent cependant à voir dans « l'effet Chine » un facteur aggravant, accentuant et renforçant une dynamique structurelle, plutôt que la cause de ce phénomène. Le positionnement des pays latino-américains comme pourvoyeurs de matières premières est ancien et découle de leur insertion dans le marché international et de stratégies de développement. La « reprimarisation » a son origine dans la matrice latino-américaine « du modèle primaire extractif et agro-exportateur »<sup>10</sup>, à partir de laquelle il participe à l'économie mondiale.

Qu'est-ce qui rend ce modèle économique si problématique ? Le fait que les matières premières connaissent de grandes fluctuations de prix – en témoignent encore tout récemment la baisse du prix de cuivre et les inquiétudes que cela a suscité au Chili – et de demande au niveau du marché mondial, sur

<sup>7</sup> Eva Saiz, « América Latina, el nuevo campo de batalla económico entre China y EE UU », *El País*, 30 mars 2013. [http://internacional.elpais.com/internacional/2013/03/30/actualidad/1364601531\\_428554.html](http://internacional.elpais.com/internacional/2013/03/30/actualidad/1364601531_428554.html)

<sup>8</sup> Laurent Delcourt, « La Chine en Afrique : enjeux et perspectives », *Alternative Sud*, vol. XVIII (2011) 2, p. 21.

<sup>9</sup> CEPAL, *China y America Latina y el Caribe : Hacia una relación económica y comercial estratégica*, p. 96, mars 2012.

<sup>10</sup> José Seone, Clara Algranati et Emilio Taddei, « Une décennie de luttes et de changements en Amérique latine », *Alternative Sud*, vol. XVIII (2011) 4.

lesquels les pays producteurs n'ont quasiment aucun contrôle. La dépendance et la vulnérabilité de ces économies sont d'autant plus importantes qu'elles sont basées sur quelques produits, eux-mêmes monopolisés par des acteurs nationaux – grands propriétaires terriens, haute bourgeoisie, etc. – alliés à des transnationales (dont les plus grandes sont plus riches que la majorité des États). Or, ce modèle reconduit et reproduit le mode de production colonial. Celui-ci est basé, dans les pays « périphériques », sur la double exploitation d'une main-d'œuvre locale sous-payée (ou non payée lors de l'esclavage), d'une part, et de ressources naturelles « librement » disponibles en quantité, d'autre part. La production, le plus souvent aux mains d'une oligarchie, est orientée par et pour l'exportation – vers le « centre » (autrefois, le pays colonisateur) – où les produits sont alors transformés, manufacturés et revendus, en générant un maximum de bénéfices.

Ce mode de rapports économiques est tout à la fois inégalitaire (il génère une majorité surexploitée d'un côté, et une minorité très riche de l'autre), destructeur de l'environnement – monocultures intensives en pesticides, mines polluantes, déforestation, etc. – et asymétrique au niveau des échanges commerciaux. La prégnance de telles relations pèse plus lourd que les (prétendus) souhaits du gouvernement chinois d'établir des rapports d'égalité et d'amitié : « Si la Chine continue à placer l'accès aux matières premières au-dessus de tout le reste, elle se comportera chaque jour davantage comme les anciennes puissances coloniales »<sup>11</sup>.

### **Double concentration : géographique et productive**

Les relations commerciales avec la Chine ont accentué une tendance endogène lourde, basée sur un modèle de développement. En effet, à y regarder de plus près, les relations Chine-Amérique latine dessinent une double concentration, en termes géographique et de produits. Selon le rapport de la CEPAL, pour la période 2005-2008, « cinq pays représentent en moyenne quasiment 86 % de toutes les exportations de la région : le Brésil (33 %), le Chili (25 %), l'Argentine (12 %), le

---

<sup>11</sup> Michael T. Klare, « La Chine est-elle impérialiste ? », *Le Monde diplomatique*, n° 702, septembre 2012, p. 1.

Mexique (9 %), et le Pérou (7 %) [...]. Les importations régionales de biens en provenance de Chine sont encore plus concentrées ; en Amérique latine et dans les Caraïbes, le Mexique est le plus important importateur, avec un quota de 48 % des achats totaux de la région au pays asiatique, suivi du Brésil (20 %), de l'Argentine (6 %) et du Chili (6 %) »<sup>12</sup>. Ainsi, en 2008, les produits primaires représentaient 72 % des ventes de la région pour la Chine<sup>13</sup>. De plus, à l'exception du Mexique et, dans une moindre mesure, du Venezuela, dans tous les pays du continent, plus de 80 % des exportations vers ce pays se réduisent à seulement cinq produits. Ce pourcentage dépasse même les 90 % en Argentine, au Chili, à Cuba, en Colombie.

Les principaux produits exportés sont des marqueurs d'une certaine place dans la production nationale et dans la division internationale du travail. Il s'agit de matières premières, dont une grande partie est constituée de produits « traditionnels » du continent : minerais – de cuivre et de fer principalement –, soja... Le pétrole brut est un autre exemple significatif : il concentre au moins la moitié des exportations du Venezuela, de la Colombie et de l'Équateur (94 % pour ce dernier pays) et représente 8,32 % des importations totales de la Chine en provenance du continent.

Mais arrêtons-nous à deux exemples. Qu'y a-t-il de commun entre la production de soja et celle de cuivre ? Et que nous dit leur mode de production sur les choix politiques mis en œuvre dans les pays producteurs, et les liens de ces pays avec la Chine ? Dans les deux cas, il s'agit d'une exploitation (très) intensive, tendanciellement monoproductive, focalisée sur un produit de base, principalement destiné à l'exportation (voir tableau 2). De plus, l'offre et la demande de ces deux produits sont très concentrées. Près de la moitié de la production mondiale de cuivre et de soja provient d'Amérique latine. Or, la Chine est le premier pays importateur de cuivre, absorbant 29,1 % du marché

---

<sup>12</sup> CEPAL, *China y America Latina y el Caribe : Hacia una relacion economica y comercial estrategica*, p. 91, mars 2012.

<sup>13</sup> Alexandre de Freitas Barbosa, « China e América latina na nova divisão internacional do trabalho », Rodrigo Pimentel Ferreira Leão, Eduardo Costa Pinto, Luciana Acioly, *A China na nova configuração global : impactos políticos e econômicos*, 2011, p. 282, [http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/livros/livro\\_achinaglobal.pdf](http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/livros/livro_achinaglobal.pdf)

international <sup>14</sup>. Il en va de même pour le soja dont la Chine est le plus grand acheteur mondial. De plus, 95 % de l'huile de soja qu'elle importe provient d'Amérique latine. En 2009, le soja et l'huile de soja, d'une part, le cuivre et le minerai de cuivre, d'autre part, représentaient respectivement près de 17,8 % et de 20,3 % du total des importations latino-américaines de Pékin.

**Tableau 2 : Part des exportations de soja et de cuivre (et minerais de cuivre) dans les exportations vers la Chine**

<b>Pays</b>	<b>Soja dans les exportations vers la Chine (moyenne 2006-2008)</b>	<b>Cuivre et minerai de cuivre dans les exportations vers la Chine (moyenne 2006-2008)</b>	<b>Total des cinq principaux produits d'exportation vers la Chine</b>
<b>Argentine</b>	55 %		93 %
<b>Brésil</b>	23 %		81 %
<b>Chili</b>		81 %	93 %
<b>Pérou</b>		39 %	83 %

Source : CEPAL.

Mais ces chiffres globaux et continentaux prennent un relief autrement plus aiguisé si on les met en perspective avec les quatre pays – Argentine, Brésil, Chili et Pérou – qui sont tout à la fois les principaux producteurs de cuivre et de soja, et les partenaires commerciaux sud-américains parmi les plus liés à la Chine ; celle-ci est le premier ou deuxième destinataire des exportations de ces pays. Le Brésil et l'Argentine sont les plus grands exportateurs mondiaux de soja derrière les États-Unis. Entre 2006 et 2008, le soja et ses produits dérivés (huile) représentent 55 % du total des exportations argentines – 46 % pour l'Uruguay et 23 % pour le Brésil – à destination de la Chine. Le Chili et le Pérou, pour leur part, sont les plus grands exportateurs de cuivre, représentant respectivement 27,7 % et 15 % du total des exportations mondiales en 2011. Et le cuivre

<sup>14</sup> UN Comtrade, <http://comtrade.un.org/pb/CommodityPagesNew.aspx?y=2011>



représente 81 % du total des importations chinoises en provenance du Chili ; 39 % en provenance du Pérou.

L'exploitation orientée vers l'exportation de cuivre et de soja participent de tendances structurelles, ancrées dans l'histoire du continent. Si le boom de ces *commodities* marque la première décennie de ce siècle, il semble se poursuivre – même si c'est à une échelle moins spectaculaire – soutenu et relayé entre autres par les prêts financiers accordés par la Banque de développement chinois et les accords de libre-échange signés avec la Chine (notamment le Chili et le Pérou). Ainsi, le Pérou est le pays d'Amérique latine qui a reçu le plus d'investissements chinois dans le secteur minier. Au Brésil, la Chine a programmé des investissements pour 2012-2014 à hauteur de plus de 20 milliards de dollars, dont trois quarts dans le secteur des minerais et de la sidérurgie, et plus d'un cinquième en faveur de l'agrobusiness<sup>15</sup>. La production de soja en termes de quantité et de superficie territoriale continue à augmenter tandis que le volume total des exportations de cuivre du Chili a atteint un chiffre record en 2012. Le cuivre et le soja constituent dès lors un poste privilégié pour interroger un modèle de développement catalysé par « l'effet Chine ».

### **Contours du consensus latino-américain**

Comment caractériser la stratégie politique et économique mise en place en Amérique du Sud ? D'où provient le paradoxe de gouvernements de gauche et de droite adoptant des priorités de développement national similaires ? Qu'est-ce qui fait la colonne vertébrale d'un tel modèle ? Si le concept d'« accumulation par dépossession » de David Harvey, pour rendre compte de la dynamique impérialiste par laquelle le capital aménage le territoire, est largement débattu en Amérique latine, d'autres hypothèses théoriques – complémentaires ou contradictoires – ont émergé au sein du continent. Celui d'« extractivisme » ou de « développement extractiviste » est le

---

<sup>15</sup> Luciana Acioly, Eduardo Costa Pinto, Marcos Antonio Macedo Cintra, « China e Brasil : oportunidades e desafios », Rodrigo Pimentel Ferreira Leão, Eduardo Costa Pinto, Luciana Acioly, *A China na nova configuração global : impactos políticos e econômicos*, 2011, p. 335, [http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/livros/livrê\\_achinaglobal.pdf](http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/livros/livrê_achinaglobal.pdf)

plus intéressant. Il s'agit d'un mode d'accumulation basé sur la surexploitation de matières premières non ou peu transformées, destinées principalement à l'exportation. En ce sens, il comprend l'extraction minière aussi bien que les monocultures d'exportation, comme le soja par exemple, et éclaire comme de l'intérieur les relations Chine-Amérique latine.

L'intérêt d'une telle définition est de cerner tout à la fois les dynamiques à l'œuvre et le socle commun sur lesquels elles reposent. Un double consensus délimiterait les contours de ce socle : celui des matières premières, en amont, et celui du développement, en aval. Maristella Svampa a repris la critique déjà ancienne de Zavaletta à propos d'une vision mythique des ressources naturelles, qui existeraient en abondance. Quant au « développement », il est annexé jusqu'à se confondre avec la croissance (et plutôt une croissance à deux chiffres), qui constitue l'horizon commun indépassable des gouvernements – de gauche comme de droite – latino-américains, mais aussi des autorités chinoises et, plus près de nous, européennes (par exemple, le Pacte pour la croissance en Europe du gouvernement français).

Svampa insiste sur le terme « consensus » pour « invoquer non seulement un ordre économique, mais aussi la consolidation d'un système de domination, différent de celui des années 1990, car il se réfère moins à l'émergence d'un discours unique qu'à un certain nombre d'ambivalences, de contradictions et de paradoxes qui marquent la coexistence et l'enchevêtrement des idéologies néolibérales et néodéveloppementalistes progressistes. Il y a à la fois rupture et continuité »<sup>16</sup>. Rupture en ce sens que dans la majorité des pays d'Amérique du Sud, suite au tournant à gauche, s'est opérée une reconfiguration de l'État, qui, loin d'être opposé au marché (comme dans la vision libérale classique), le soutient afin d'assurer son « bon » fonctionnement dans une perspective de « développement ». On a eu recours à des expressions comme « État néodéveloppementaliste » ou « État compensateur » pour caractériser ce « *retour de l'État* ». Continuité dans la mesure où les idées traditionnelles du développementalisme sont reprises,

---

<sup>16</sup> Maristella Svampa, « Consensus des matières premières, tournant écoterritorial et pensée critique en Amérique latine », *Alternative Sud*, vol. XX (2013) 2, p. 35.

mais différemment agencées, en ne mettant pas en question « la croissance comme objectif, ni l'extractivisme comme moyen »<sup>17</sup>.

Dès lors, dans les faits et malgré des élans rhétoriques contradictoires, les désaccords qui distinguent les gouvernements de gauche et de droite sur le continent concernent la forme que doit prendre cet extractivisme – privatisation, nationalisation, partenariat privé-public, implication des multinationales... –, la redistribution (ou non) des bénéfices et leur affectation – pour financer des programmes sociaux de lutte contre la pauvreté ou les actionnaires des entreprises transnationales. Mais le processus lui-même d'accumulation de capital, effectué par une surexploitation des ressources naturelles, n'est pas remis en question. Et tous de partager la « défense de la croissance économique comme moteur du développement, qui se baserait particulièrement sur deux piliers : les exportations et les investissements [dans les matières premières] »<sup>18</sup>.

Ce consensus repose donc dans le même temps sur un imaginaire développementaliste, une conjoncture économique – le boom des matières premières dû à l'effet combiné de la demande importante et continue (principalement en provenance de la Chine), et des prix élevés sur le marché international – et à des intérêts fonctionnels, puisqu'un tel commerce offre une manne de recettes massives, faciles d'accès et directement disponibles. Or, dans le meilleur des cas, cette rente garantit le financement de programmes sociaux, dont dépend largement la légitimité de gouvernements en place. D'où la difficulté de toute remise en cause par le biais d'une diversification productive et la recherche d'alternatives. D'où aussi la contradiction de politiques publiques visant à combattre la pauvreté, la dépendance, l'absence de services sociaux... financées par un mode d'exploitation, qui ne cesse de dépouiller les personnes de leurs moyens de subsistance, de reproduire les inégalités et la dépendance, et, enfin, de mettre à mal la souveraineté des peuples. En simplifiant quelque peu, il est ainsi possible d'affirmer que l'agrobusiness – donc particulièrement le soja –, permet au gouvernement brésilien de financer sa politique de « faim zéro » et d'appui à l'agriculture

---

<sup>17</sup> Gudyanas Eduardo, « Estado compensador y nuevos extractivismos. Las ambivalencias del progresismo sudamericano », p. 143, *Nueva Sociedad*, n° 237, janvier-février 2012.

<sup>18</sup> *Idem*, p. 130.

paysanne, tout en ruinant la possibilité d'une souveraineté alimentaire, et en condamnant à terme la réforme agraire, les paysans et la production locale.

Ce rôle inédit et paradoxal des États latino-américains a amené un penseur comme Gudyanas à les qualifier d'« États compensateurs ». L'effet compensateur tient alors, d'une part, au fait que ces politiques sociales sont subordonnées aux objectifs macroéconomiques, d'autre part, au jeu d'équilibre que l'État doit réaliser entre le soutien à ce mode d'accumulation et la tentative d'en réguler ou amortir les effets les plus négatifs, à travers des compensations économiques. Il tient enfin, au caractère compensatoire – voire consolateur – de programmes sociaux par rapport à un modèle dominant dont l'impact est surdéterminant <sup>19</sup>.

### **Une dynamique conflictuelle**

Mais ces dernières années, ce consensus a été mis à mal. C'est que les contradictions, limites et impacts négatifs d'un tel développement sont de plus en plus évidents. Les relations avec la Chine, censées dégager au moins partiellement l'Amérique du Sud de l'influence encombrante des États-Unis, reconduisent le même paradigme de dépendance et d'inégalités qu'il s'agit justement de briser. Par ailleurs, les programmes sociaux et les promesses d'avenir compensent de moins en moins le dépouillement en cours des ressources naturelles, l'impasse écologique et le désastre environnemental, les tendances autoritaires et les violations des droits humains inhérents à un tel modèle.

La logique des compensations vient buter sur quatre limites, liées entre elles. La première est une limite « naturelle ». Les terres, l'eau et les ressources naturelles existent en quantités limitées ; leur rareté accentue la pression sur celles encore non exploitées et rend de plus en plus visible le point de non retour que nous risquons toujours plus vite d'atteindre. La deuxième est une limite démocratique, dans la mesure où les populations concernées exigent de plus en plus d'être consultées sur les choix opérés et l'usage de leurs terres, dans un contexte où certains groupes sociaux comme les indigènes et les paysans

---

<sup>19</sup> Gudyanas Eduardo, « État compensateur et nouveaux extractivismes : ambivalence du progressisme en Amérique latine », *Alternative Sud*, vol. XX (2013) 2, p. 60-61.

ont pris amèrement conscience que leur mode de vie et de production – locale et pour une consommation locale – est menacé par ce développement, à travers la contre-réforme agraire, la spécialisation productive d'exportation, la déforestation, etc. La troisième limite est éthique : l'idée que tout peut être monnayé, compensé, transformé en simple calcul ou rapport managérial *win-win*, est de plus en plus rejetée. La dégradation ou disparition d'un environnement – parfois sacré pour un peuple indigène –, base non seulement des moyens de production, mais aussi d'un mode de vie et d'une culture, ne peut pas être compensée.

Conséquence et moteur de ces limites : les conflits. Ceux-ci n'ont cessé de croître et de se radicaliser au fur et à mesure que les dégâts se font plus visibles, que la chasse aux matières premières pousse les frontières extractives toujours plus loin – dans les zones auparavant préservées et les territoires indigènes –, et qu'il devient aussi plus évident que ce développement n'est pas durable et qu'il profite essentiellement à un groupe restreint et privilégié. Aujourd'hui, ces conflits que l'on nomme « socio-environnementaux » – liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles et du territoire – sont les plus importants sur le continent, et constituent une limite réelle ou potentielle à la mise en œuvre de ces projets d'exploitation.

En réponse à ces limites, deux lignes de force latino-américaine se dessinent, promouvant un changement structurel, mais qui prend des contours différents. La première est portée par la plupart des gouvernements de gauche et une partie du mouvement social. Elle trouve son expression notamment au sein de la CEPAL, qui ne cesse d'en appeler à la mise en place d'une stratégie concertée face à la Chine, d'un marché intégrateur continental et de politiques économiques plus structurées de la part des États, afin de sortir l'Amérique latine de cette matrice productive et de dégager un « *changement structurel en faveur d'activités plus efficaces, intensives en savoirs et ayant un impact moindre sur l'environnement et la santé* »<sup>20</sup>. Dans cette perspective, il s'agit de renforcer l'État pour lui donner les moyens de réguler – de manière plus ou moins prononcée – les flux

---

<sup>20</sup> CEPAL, *Conferencia sobre el Desarrollo Sostenible en América Latina y el Caribe : seguimiento de la agenda para el desarrollo post-2015 y Río+20*, Bogotá, 7 a 9 de marzo de 2013, version préliminaire, p. 89, [http://www.cepal.org/dmaah/publicaciones/xml/2/49472/2013-122-Desarrollo\\_sostenible\\_en\\_America\\_Latina\\_y\\_el\\_Caribe\\_WEB.pdf](http://www.cepal.org/dmaah/publicaciones/xml/2/49472/2013-122-Desarrollo_sostenible_en_America_Latina_y_el_Caribe_WEB.pdf)

commerciaux, et les « tirer » ainsi vers des échanges plus égaux et un développement (plus) durable. Les relations Chine-Amérique latine sont perçues ici comme une chance, une opportunité, et la question pertinente est donc de savoir comment en tirer profit.

Le second courant, qui a émergé d'une série de mobilisations et de forces sociales diverses (paysannes, indigènes...), entend interroger la question même du modèle. Plutôt que de se demander comment profiter au mieux du positionnement chinois, ce courant cherche d'abord à déterminer si oui ou non – et à quelles conditions – les échanges économiques avec la Chine seraient avantageux pour les peuples et pays latino-américains ? Une telle interrogation suppose de subvertir, d'une part, l'idée que le commerce avec la Chine serait a priori avantageux, et, d'autre part, l'équation consensuelle qui lie croissance, progrès, développement, consommation et qualité de vie. Non seulement ce courant intègre la prise en compte des « coûts » sociaux et environnementaux invisibles – pollution, dégradation de la santé publique, insécurité alimentaire, etc. – dans le calcul coûts-bénéfices, mais il affirme également que certains impacts ne sont pas traduisibles en valeur marchande et ne peuvent être compensés. Avec le concept d'*extraheccion*, qui renvoie à l'idée d'arracher avec violence les ressources naturelles, les penseurs issus de ce courant cherchent à mettre en lumière que, passé un certain seuil, l'exploitation des ressources naturelles, du fait de son intensité et de son extension, implique toujours des violations de droits – tant humains que de la nature – et s'impose par la violence <sup>21</sup>.

### **Avenir des relations Chine-Amérique latine au regard des mouvements sociaux**

Début avril 2013, le président péruvien, Ollanta Humala, était à Shanghai afin de promouvoir les investissements au Pérou et de faire de son pays « un pont » entre la Chine et l'Amérique latine. Quelques semaines plus tard, c'était au tour d'une délégation parlementaire argentine de se rendre dans le pays asiatique, affirmant que « la relation avec la Chine est une

---

<sup>21</sup> Gudynas E. (2013), « Extracciones, extractivismos y extrahecciones », *Observatorio del desarrollo*, n° 18, février 2013, [www.extractivismo.com](http://www.extractivismo.com)

question d'État »<sup>22</sup>. Du côté gouvernemental chinois, c'est en termes similaires que l'on se félicitait, quelques jours plus tôt, lors d'une visite officielle chinoise à Brasilia, des relations au zénith tant avec l'Argentine qu'avec le Brésil. L'appréciation était pourtant bien différente au sein des organisations sociales sud-américaines, comme cela apparut avec éclat au Chili le 9 avril. Ce jour-là, l'ouverture de la conférence mondiale du cuivre coïncidait avec le déclenchement d'une grève de 24 heures de 30 000 mineurs paralysant l'ensemble de la production nationale. Les intervenants à la conférence pouvaient y voir une mise en pratique des thèmes qu'ils devaient débattre : l'impact de la Chine et de la résistance sociale sur le marché du cuivre...

C'est aussi en avril, le 17 exactement, que tombe la Journée mondiale des luttes paysannes, fêtée sur tout le continent, par des mobilisations et occupations. Ce fut à nouveau l'occasion pour les mouvements paysans, membres du réseau international Via Campesina, de dénoncer le modèle de développement mis en œuvre, basé sur l'accaparement des terres, de l'eau et du sous-sol. Or, cet accaparement est catalysé par les échanges commerciaux avec la Chine. Les milliers d'hectares pour la monoculture de soja, les milliers de litres d'eau pour l'exploitation minière, les OGM, la contamination et la pollution : autant de terres et d'eau en moins pour l'agriculture paysanne, autant de chance en moins pour une alimentation saine et une société plus égalitaire.

La relation Chine-Amérique latine passe donc moins entre des blocs homogènes – la Chine, le continent latino-américain, l'Europe –, qu'entre des dynamiques conflictuelles, des choix de sociétés divergents et des acteurs antagonistes au sein même de ces « blocs ». La physionomie de cette relation redéploie la carte des rapports Nord-Sud et Sud-Sud, ainsi que celle des rapports sociaux internes à l'Amérique latine, où se confrontent et se divisent les mouvements sociaux et où des populations appauvries vivent dans des enclaves riches et exportatrices, directement et verticalement intégrées au marché international. Relus à partir des conflits et résistances qu'ils génèrent, les rapports Chine-Amérique latine apparaissent pour ce qu'ils sont ; le miroir

---

<sup>22</sup> La Nación, « "Argentina y China atraviesan su mejor momento", dijo el premier asiático », 28 avril 2013, <http://www.lanacion.com.ar/1577190-argentina-y-china-atraviesan-su-mejor-momento-dijo-el-premier-asiatico>

grossissant d'un modèle de développement mondial, marqué par les inégalités, les désastres écologiques et la fuite en avant.

Les relations entre le géant chinois et le continent latino-américain dépendent donc largement de la dispute en cours entre les mouvements populaires et les gouvernements latino-américains au pouvoir – fussent-ils de gauche –, d'une part, et entre les organisations sociales (syndicats, mouvements paysans, indigènes, de femmes, écologiques...) elles-mêmes. L'enjeu des luttes collectives aujourd'hui est de rompre avec la logique d'extraction et de développement capitaliste, afin d'opérer un changement de paradigme, orienté vers une transition « post-développement » et « postextractiviste »<sup>23</sup>. De ce nouveau paradigme dépend tout à la fois l'avenir de l'Amérique latine et des relations entre le continent et l'Empire du Milieu.

---

<sup>23</sup> Centro peruano de estudios sociales - CEPES (2012), *Hay alternativas al extractivismo. Transiciones para salir del viejo desarrollo*, Lima, [www.extractivismo.com](http://www.extractivismo.com)